

LE 18 OCTOBRE POUR NOS SALAIRES ET PENSIONS, POUR NOS RETRAITES ET LE RESPECT DU DROIT DE GREVE !



Après la mobilisation interprofessionnelle du 29 septembre qui a été encourageante notamment dans nos secteurs, les luttes sur les salaires se sont poursuivies dans de nombreuses professions. La plus médiatique étant celle de nos camarades des raffineries.

Partout c'est le même scénario : les directions refusent de négocier alors même que l'inflation atteint des sommets avec +6.1% en un an (+8% pour l'alimentaire ; +15% pour les transports et +22% pour l'énergie).

L'État employeur ou financeur étant un très mauvais exemple puisqu'il nous impose au final des reculs en matière de niveau de vie avec ses propositions bloquées à 3.5% (soit une dévalorisation salariale de près de 3%).

A la remorque du MEDEF le gouvernement préfère prioriser la casse de l'assurance-chômage plutôt que de se poser la question du niveau des salaires et des conditions de travail dans les secteurs en manque de travailleurs.

Le choix délibéré dans la Loi pouvoir d'achat de ne parler que de primes et jamais d'augmentation générale des salaires, ne passe plus auprès des salariés. Ils ont bien compris que ce qui compte dans la durée c'est le niveau du salaire et des cotisations sociales versées. C'est bien pour cela que le PDG de Total Energies s'est accordé une augmentation de salaire de 52%.

Comme les profits ne ruissèlent pas il faut aller les chercher et les travailleurs ont raison de s'organiser ! Le patronat et le gouvernement ne sont pas en reste et font front commun contre tous ceux qui luttent !

Les réquisitions sont un nouveau cap franchi contre la répression du mouvement social et contre notre Constitution et l'état de droit.

REQUISITIONS : LA FRANCE DEJA CONDAMNEE

En 2011 dans une situation similaire le gouvernement Fillon avait pris des réquisitions qui ont ensuite été annulé en référé. L'Organisation Internationale du Travail a d'ailleurs clairement énoncé que la France avait fait une utilisation abusive des réquisitions.

BOYCOTT DES REUNIONS MINISTERIELLES

Il faut être 2 pour discuter et clairement le gouvernement avec les réquisitions refuse le dialogue. Nous suspendons donc notre participation aux réunions ministérielles jusqu'à nouvel ordre.

Se battre pour des augmentations de salaires, défendre nos retraites, nos droits à l'assurance-chômage et notre Sécurité sociale ce n'est pas un crime !

Le gouvernement doit cesser immédiatement les réquisitions et la répression.

Nous refusons de nous laisser intimider alors que le gouvernement veut déjà s'attaquer à nos retraites ! Répondons massivement présents ce mardi 18 octobre !

Dès aujourd'hui mettons en débat la nécessaire construction dans la durée d'une mobilisation d'ampleur pour que la réforme des retraites soit celle du retour de la retraite à 60 ans à taux plein et pour gagner sur nos salaires, pensions et allocations !

REVENDIQUONS :

- Le smic à 2000e bruts par mois
- Des augmentations générales de salaires, pensions et allocation a minima égales à l'inflation
- La défense de nos conditions de travail
- Le retour de la retraite à 60 ans à taux plein
- La défense de notre Constitution et du droit de grève et de nos libertés syndicales